Évolution des politiques environnementales et tourisme de montagne au Népal

Isabelle Sacareau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/1018>

DOI : 10.4000/rga.1018

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Changes in environmental policy and mountain tourism in Nepal - URL : <https://journals.openedition.org/rga/1031> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Isabelle Sacareau, « Évolution des politiques environnementales et tourisme de montagne au Népal », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 97-3 | 2009, mis en ligne le 10 décembre 2009, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1018> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1018>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Évolution des politiques environnementales et tourisme de montagne au Népal

Isabelle Sacareau

- ¹ Les montagnes des pays pauvres font l'objet de multiples attentions de la part des chercheurs comme des pouvoirs publics et des organisations internationales, qui soulignent à juste titre la biodiversité de ces espaces mais aussi la pauvreté d'une part importante de leurs habitants et les enjeux environnementaux et socio-économiques qu'y soulève le déploiement récent du tourisme. De multiples acteurs interviennent désormais à toutes les échelles afin d'influer sur le devenir de ces territoires montagnards en particulier à travers la mise en place d'aires protégées et l'encouragement d'un développement durable du tourisme. Au Népal, ce dernier a pris la forme du trekking, pratique touristique volontiers qualifiée par ceux qui le pratiquent ou qui le commercialisent comme de l'écotourisme, lequel est tantôt présenté comme une forme de tourisme durable pouvant constituer une alternative au tourisme de masse (Fennel, 2000, p. 43), tantôt comme le cheval de Troie du tourisme international dans des territoires aux écosystèmes et aux sociétés réputés fragiles (Butler, 1989 ; Wall, 1997). En même temps que le Népal s'affirmait comme l'archétype de la destination de trekking dans le monde, le pays est devenu un champ d'expérimentation de politiques environnementales et touristiques qui ont significativement évolué depuis 30 ans. S'appuyant sur un scénario de crise écologique, dont ont été rendus conjointement responsables le trekking et les pratiques agro-sylvo-pastorales des montagnards, la création des aires protégées au Népal visait à protéger l'environnement himalayen et à promouvoir un tourisme durable dans les régions concernées. Or, cette politique est venue interférer avec plus ou moins de réussite, avec un développement touristique local, dont les sociétés montagnardes étaient déjà largement parties prenantes, mais dont le rôle d'acteur dans l'activité touristique a été largement mésestimé.

L'Himalaya du Népal, un haut lieu du trekking

- 2 Le trekking peut se définir comme une pratique touristique itinérante et pédestre, qui s'exerce de façon individuelle ou en petits groupes encadrés par des guides et porteurs, sur des sentiers de montagne dans des régions montagneuses dépourvues d'infrastructures. Inscrit dans la triple filiation des explorations militaires coloniales des Britanniques, des expéditions himalayennes et de la randonnée pédestre, il est au Népal le produit d'un jeu d'acteurs constitué principalement à l'origine d'alpinistes étrangers et de la société locale, avec le soutien de l'État qui a vu là un moyen d'obtenir des devises, en vendant ses sommets sous forme de permis d'ascension. Il a impliqué dès le départ les populations montagnardes des hautes vallées, à travers des emplois dans le portage, la location de terrains de camping et la tenue de *lodges* ou auberges dans les villages étapes, mais aussi dès les années 1960 à travers la création d'agences de trekking, que les Sherpas, imités ensuite par les autres ethnies montagnardes ont mis en place avec l'aide de guides étrangers. À partir des années 1980, cette activité s'est développée sur le marché touristique international avec l'intervention de petits voyagistes étrangers spécialisés dans le tourisme d'aventure, dans un contexte où l'intérêt des touristes des pays industrialisés pour l'environnement et pour les civilisations lointaines se conjugait avec la recherche d'un bien-être physique lié à la vie en plein air et avec le rejet du tourisme de masse. Cette « mise en marché » a favorisé l'accroissement des flux touristiques. De 6179 visiteurs en 1962, la fréquentation est passée à un peu moins de 46 000 en 1970 pour doubler cinq ans plus tard et connaître une croissance soutenue qui a connu son maximum en 2000 avec 463 000 visiteurs. Cependant, l'intensification de la guérilla maoïste, débutée en 1996, a marqué un coup d'arrêt à cette croissance. En 2006, date du retour à la paix, ils ne sont plus qu'un peu moins de 384 000 soit au même niveau que dix ans auparavant. Mais la reprise ne s'est pas fait attendre puisque le Népal a accueilli en 2007 près de 527 000 visiteurs, dont un peu plus de 100 000 trekkeurs et alpinistes (*Source : Ministry of Culture, Tourism & Civil Aviation, Tourism Statistics 2007*). Ces derniers se répartissent principalement entre le massif des Annapurna (60 237 trekkeurs), le massif de l'Everest (26 511) et celui du Langtang (8165). Les autres massifs montagneux ne voient pour l'instant passer que moins d'un millier de randonneurs et d'alpinistes.

Le procès des touristes et des montagnards à l'origine de la création des parcs

- 3 Malgré leur modestie, la croissance rapide des flux touristiques dans les années 1970 inquiète les experts et les milieux scientifiques. Le tourisme de trekking et les montagnards népalais se trouvent alors au cœur d'un scénario de crise environnementale connu sous le nom de théorie de la dégradation des milieux himalayens, dont Mersserli et Ives ont fait l'analyse critique (Ives&Messerli, 1989). Cette théorie lie selon un cercle vicieux la croissance démographique et la pression qui en résulte sur les forêts, depuis les années 1950, à l'érosion et la perte de fertilité des sols, avec pour conséquence l'appauvrissement des populations montagnardes, obligées de migrer vers les plaines, et les inondations aux Bangladesh (Eckholm, 1976 ; Blaikie *et alii.*, 1980 ; Myers, 1986 ; Bishop, 1990, etc.). Les experts prédisent alors au Népal la disparition des forêts d'ici l'an 2000. Parallèlement, les besoins en bois et en énergie des

trekkeurs en camping (feux de bois) ou en *lodges* (cuisine, chauffage, bois de construction) exerceraient une forte pression sur les ressources forestières du pays, menacées également par les pratiques agro-pastorales des montagnards. Déforestation massive et pollution par les déchets jalonnaient ainsi les sentiers de trekking et les camps de base des expéditions himalayennes.

- 4 Bien que cette théorie de la dégradation des milieux himalayens ait été largement invalidée depuis (Hamilton 1987 ; Ives et Messerli, 1989 ; Hofer, 1993 ; Thompson, 1998 ; Smadja (dir.)2003, etc.), c'est elle qui a justifié dans les années 1970 la mise en défens de larges portions de forêt, et la création en 1976 de quatre parcs nationaux : le Parc National de Sagarmatha, nom népalais de l'Everest, qui englobe la région du Khumbu, le pays des Sherpa, (1148 Km²), le Parc National du Langtang au nord de Katmandou (1710 Km²), et le parc national du lac Rara (106Km²) dans l'Ouest du pays. S'y ajoute dans la jungle du Teraï qui borde la frontière indo-népalaise au Sud du pays, le Parc National de Chitwan (cf. fig.1). Les mauvaises pratiques des paysans mais aussi la pression touristique ont servi de justification à la création de ces parcs. Pourtant, en 1976, le nombre de touristes fréquentant l'ensemble des montagnes du Népal se résumait à seulement 13 891 trekkeurs (*Source : Office National de l'Immigration*). Le Parc de Sagarmatha (114 800 ha) n'en comptait alors que 5000 par an (26 000 en 2007). À l'inverse, on peut s'étonner que la région de l'Annapurna n'ait pas fait partie de ces premières créations, alors que sa fréquentation était en 1980, avant son inscription comme aire protégée, trois fois supérieure à celle de l'Everest, avance qu'elle a conservée depuis. Sans nier la pression exercée sur les forêts par les besoins en bois des grandes expéditions des années 1950-1960 qui employaient beaucoup de porteurs, puis celle des groupes de trekkeurs et des *lodges*, particulièrement critique dans les zones de haute altitude où les arbres se régénèrent difficilement, il faut en relativiser l'importance. Les sentiers de trekking sur lesquels se sont focalisées les inquiétudes ne représentent qu'une faible fraction du territoire. Les prélèvements de bois des trekkeurs, rarement calculés, n'ont jamais été mis en perspective avec ceux de milliers de porteurs et de caravaniers réalisés le long des chemins commerciaux au cours des siècles. Une étude de terrain, complétée par l'analyse de photos aériennes et de récits de voyageurs, réalisée dans la région de l'Everest, montre qu'il n'y a eu que très peu de déforestation à mettre au compte du tourisme (Stevens, 2003). Si la composition et la densité du couvert végétal ont changé dans certains secteurs bien localisés, le phénomène a été largement exagéré et généralisé.

Figure 1. Les aires protégées au Népal en 2009.

- 5 En réalité, derrière l'argumentaire environnemental, la création des parcs nationaux a été largement motivée par la perspective d'accroître et contrôler les ressources touristiques, comme l'indiquait clairement le *Master Plan of Tourism* de 1978. Et si la loi imposait aux populations locales une stricte réglementation dans l'utilisation des ressources forestières, elle prévoyait cependant la possibilité de construire des hôtels ou des routes au sein des aires protégées. Cette souplesse législative explique qu'aujourd'hui, la construction de routes progresse dans des vallées inscrites dans des aires protégées. Dans le massif des Annapurna, par exemple, la vallée de la Kali Gandaki, ancien itinéraire de trekking et voie de commerce muletier, est désormais ouverte aux camions et aux bus jusqu'à Jomossom. Mettre en réserve une partie du territoire était également un moyen de s'attirer les bonnes grâces des bailleurs de fonds internationaux pour obtenir leurs subsides. Enfin, il semble que cette politique soit également un instrument de contrôle des ethnies minoritaires et de leurs ressources, dans la mesure où elle permet de justifier la présence de l'armée, de la police, et de fonctionnaires assermentés dans des zones frontalières jugées sensibles du fait de leur proximité du Tibet (Boisseaux, Ripert, Sacareau, Tawa-Lama in : Smadja *et alii.*, 2003). Là où le tourisme était absent, la mise en parc n'a cependant pas été synonyme de succès touristique, comme dans le cas du Parc National du Lac Rara. Sa création en 1976 avait clairement pour objectif d'attirer des touristes dans l'Ouest du Népal, région extrêmement pauvre et enclavée. Mais à peine une centaine de touristes par an en moyenne ont visité ce parc, dépourvu de grands sommets emblématiques et difficiles d'accès, tandis que les populations riveraines se voyaient interdire sans contreparties l'accès aux ressources en bois et pâturage à l'intérieur du parc. Contraints de vendre leur bétail, les paysans n'ont pu subsister qu'en surexploitant les forêts limitrophes ou ayant recours à l'émigration (Shrestha in : Smadja *et alii.*, 2003). En 1997, la zone est passée sous le contrôle des rebelles maoïstes, portant un coup d'arrêt à une fréquentation touristique déjà extrêmement confidentielle, sans que le retour à la paix ne ramène les touristes.

- 6 Quant à la responsabilité des pratiques paysannes dans la déforestation (coupes de bois, cueillette, pâturage sous forêt), elle doit être mise en perspective avec celle des politiques publiques. Les experts partaient du principe que les communautés montagnardes, pauvres et analphabètes étaient incapables de gérer elles-mêmes leurs ressources naturelles. Pourtant dans le passé, certaines communautés montagnardes, comme les Sherpa du Khumbu, disposaient de systèmes collectifs de gestion raisonnée de leurs ressources forestières (Fürer-Haimendorf, 1964). La nationalisation des forêts en 1957 a privé les villageois de leurs droits mais aussi de leurs responsabilités. Mal entretenue par une administration forestière aux moyens insuffisants et souvent corrompue, soumise aux coupes illégales et à une surexploitation des ressources en bordure des aires mises en défens, la forêt népalaise en maints endroits a fait les frais de la politique censée la protéger (Boisseaux, Ripert, Sacareau, Tawa-Lama in : Smadja *et alii.*, 2003). Si la mise en place des parcs a donné à l'État plus de moyens pour mener sa politique, la logique de conservation l'a emporté sur celle de la gestion. L'armée assure la surveillance des parcs, au besoin en utilisant les armes comme ce fut le cas à Chitwan contre les paysans des villages limitrophes privés de leur accès traditionnel à la forêt. Plus chanceux, les Sherpa, forts de leur notoriété auprès des alpinistes étrangers et du soutien du vainqueur de l'Everest, le Néo-zélandais Sir Edmund Hillary, ont mis en avant l'importance déjà ancienne du tourisme dans leur économie pour obtenir des autorités du parc des dérogations concernant la coupe du bois, afin de pouvoir continuer à construire et alimenter leurs *lodges* en énergie (Brower, 1991).

Gestion participative et développement communautaire : une nouvelle donne ?

- 7 Les premières politiques de mise en réserve des montagnes du Népal ont ainsi conduit à des conflits car elles ne prenaient guère en compte les droits traditionnels des communautés rurales ni leur capacité à gérer elles-mêmes leurs ressources territoriales (activité touristique comprise). À partir des années 1980, on assiste à un revirement dans les modes de gouvernance des aires protégées. La législation népalaise sur l'environnement est amendée à plusieurs reprises entre la fin des années 1970 et les années 1990 dans le sens d'une rétrocession progressive de la gestion des forêts aux populations locales (Heinen, Shrestha, 2006). Pour atténuer les conflits avec les populations locales, des zones tampons sont créées autour des parcs nationaux où la législation est moins stricte. Il apparaît enfin que le meilleur moyen de faire accepter la conservation est de la lier au développement en impliquant les communautés montagnardes dans sa gestion. C'est sur ce principe que sont créées les aires de conservation du Népal dans le contexte des recommandations du développement durable et de l'influence croissante des ONG environnementales des pays du Nord et de leurs relais locaux dans les pays du Sud¹. L'aire de conservation de l'Annapurna (ACA), créée en 1983 et gérée par une ONG liée au pouvoir royal, le *King Mahendra Trust for Nature Conservation* (KMTCN) est la première, la plus grande et la plus touristique de ces aires de conservation. Elle a servi de modèle à celles du Manaslu et du Kangchenjunga. Une 3^{ème} est en projet. Fondées sur un zonage de l'espace avec des degrés de protection différenciés selon les zones et les périodes de l'année (mise en défens, ou prélèvements limités et payants de certaines espèces), les aires de conservation ont pour originalité de coupler la protection de l'environnement avec l'utilisation intégrale des droits

d'entrée dans des programmes d'amélioration des conditions de vie des paysans. Ces derniers sont associés à la gestion des projets au sein de comités locaux spécialisés.

- 8 Ces mesures sont volontiers présentées comme nouvelles et comme la meilleure forme d'expression du développement durable, permettant aux populations locales de bénéficier des retombées d'un tourisme respectueux de l'environnement et d'améliorer leurs conditions de vie. Du point de vue environnemental, des mesures similaires de gestion des forêts (pépinières par exemple) existent cependant désormais hors des aires de conservation au sein des comités villageois. La gestion communautaire mise en place au sein des aires de conservation n'est en fait que la restitution d'un pouvoir de décision, dont les communautés villageoises avaient été dépossédées par 40 ans d'autoritarisme étatique (Smadja *et alii*, 2003). La différence est que dans les aires de conservation, les comités de gestion communautaire sont en partie contrôlés par les autorités, qui ont l'objectif louable d'encourager la participation des groupes marginalisés (femmes, basses castes). Dans la pratique, les villageois sont surtout invités à entériner des décisions conçues et prises à d'autres échelles (internationales puis nationales), à partir d'une vision prédéterminée du développement touristique et de la gestion des milieux. Ces comités deviennent une tribune d'expression de nouveaux pouvoirs, en particulier celui des jeunes éduqués, soutenus par les multiples ONG internationales présentes sur le terrain, qui remettent en question l'autorité des anciens, jugés incultes et attardés (Ripert in : Smadja *et alii*, 2003).
- 9 Par ailleurs, la création des aires de conservation n'a pas empêché de poursuivre la création de nouveaux parcs nationaux. Mais surtout le Népal, à l'image du Bhoutan voisin, a ouvert de nouvelles zones au tourisme, tout en restreignant leur fréquentation par le paiement d'un permis de trekking au coût beaucoup plus élevé². Perçu directement par l'Office d'Immigration, donc par le gouvernement, au même titre que les visas touristiques, ce revenu ne revient cependant pas aux communautés montagnardes puisqu'il alimente directement les caisses de l'État. Cette politique de coût différencié et de limitation des flux touristiques, qui s'appuie sur l'argument de la protection de l'environnement, semble bien servir ici de prétexte à un contrôle politique de zones frontalières sensibles, mais du coup on peut douter de sa capacité à assurer un développement durable de ces régions isolées. Les touristes sont trop peu nombreux pour générer des retombées économiques pour la société locale, d'autant qu'ils sont hébergés sous tente et non dans des *lodges*, que pourraient tenir les habitants..

Le tourisme de trekking est-il durable ?

- 10 Si on peut tirer un bilan positif de la politique de l'ACA concernant l'amélioration de l'environnement et des conditions de vie des populations (Parker, 2004 ; Bajracharia, Furley&Newton, 2006), en ce qui concerne le tourisme, le bilan doit être nuancé. L'aire de conservation n'a fait qu'accompagner et encadrer une activité, dont l'organisation initiale ne doit pas grand-chose aux politiques publiques, puisque le tourisme s'était structuré avant la création de l'ACA³. En fait, si l'on veut mesurer les retombées réelles du tourisme de montagne au regard des principes de la durabilité, il faut envisager l'ensemble du système spatial du trekking, lequel est beaucoup plus large que celui des aires protégées où il s'inscrit. Il se compose en effet des grands itinéraires de trekking englobés désormais dans des aires protégées, mais aussi du réseau des agences de

trekking de Katmandou (977 en 2008), dirigées pour une majorité d'entre elles par des montagnards, ainsi que de villages parfois éloignés des régions de trekking, où ces agences recrutent la main d'œuvre de portage en activant des réseaux traditionnels de solidarité familiale ou ethnique selon le principe de l'échange de services. Ce type de réseau relationnel se déploie à l'échelle des aires protégées et des circuits de trekking entre les guides et les propriétaires de *lodges*, ce qui permet de maximiser les bénéfices retirés de la venue des touristes, que l'on conduit de préférence dans les établissements tenus par des membres de sa famille ou de son réseau d'obligés. Mais il s'observe également à l'échelle internationale, à travers les liens amicaux que conservent les guides népalais avec d'anciens clients. Ils sont souvent à l'origine de la création d'une multitude de petites associations agissant sur le terrain dans des actions de développement, qu'ils se réclament ou non du tourisme équitable ou solidaire (Sacareau, 1997, 2007) et qui s'ajoutent aux projets de développement pilotés par les aires de conservation. En ce sens, le trekking répond bien à l'une des préconisations du développement durable, qui est la maîtrise de tout ou partie de l'activité touristique par les sociétés locales.

- 11 Grâce aux emplois dans le portage, la construction des *lodges* ou la restauration, le tourisme de montagne suscite également des retombées économiques notables en offrant une alternative à une jeunesse sous-employée qui n'a d'autres choix pour survivre que l'émigration dans les pays du Golfe et en Inde, le mercenariat dans l'armée ou jusqu'à ces dernières années l'enrôlement dans la guérilla⁴. À l'échelle des aires protégées, le tourisme est en train de substituer progressivement une économie de service à l'ancienne économie agro-sylvo-pastorale, qui connaissait déjà depuis la fin des années 1950 de profondes mutations économiques. Ces dernières sont liées à la concurrence des produits de la plaine et au manque de main d'œuvre provoqué par une émigration vers le Téraï encouragé par l'État (Boisseaux, Ripert, Sacareau, Tawa-Lama in : Smadja *et alii.*, 2003). Des *lodges* et des restaurants, boutiques d'artisanat ou de vente de matériel de montagne et même des cybercafés jalonnent désormais les sentiers. Le développement touristique de ces vallées, matérialisé par des maisons plus vastes, des équipements de base, comme l'électricité, les systèmes d'adduction d'eau, la présence d'écoles secondaires et parfois de centres de santé, contraste en effet de façon flagrante avec les régions qui ne sont pas traversées par un itinéraire de trekking et qui du coup appellent de leurs vœux le tourisme. Contrairement à certaines idées reçues, cette « touristification » ne rebute pas les trekkeurs. « Trop de touristes ne tue pas le tourisme », bien au contraire. L'attraction du plus haut sommet de la terre, l'expérience du trekking en lui-même, le confort accru des *lodges* et l'animation des sentiers dans une montagne humanisée et cosmopolite sont parmi les éléments du succès touristique jamais démenti de la région de l'Everest comme de celle des Annapurna, malgré la baisse de fréquentation durant les années de troubles civils⁵. À l'inverse, le gouvernement peine à attirer les touristes dans les autres aires protégées, beaucoup moins équipées comme le Manaslu ou le Kanchenjunga, dont la fréquentation reste très inférieure (1443 et 1490 touristes respectivement en 2008 contre 69 800 dans l'ACA). Enfin, des réseaux commerciaux nouveaux ont fait leur apparition pour alimenter les *lodges* en nourriture et en matériaux de construction (ciment, parpaing, tôle ondulée), lorsque ceux-ci font localement défaut, du fait des interdictions de coupe de bois. Les convois de mules et maintenant de camions relaient un ancien commerce caravanier transhimalayen tombé en désuétude avec la fermeture de la frontière tibétaine,

relançant des marchés comme celui de Namche Bazar près de Lukla, dans la région de l'Everest ou celui de l'altiport de Jomossom dans l'ACA.

- 12 Quant à l'impact environnemental du trekking, il demeure limité et de toute façon désormais sous contrôle dans les aires protégées. La fourniture d'électricité issue de microcentrales hydro-électriques ou de panneaux solaires, l'utilisation bonbonnes de gaz ou de bouteilles de kérosène à la place du bois, la mise en place de latrines et de systèmes de ramassage des ordures sont autant de mesures à mettre à l'actif de l'administration des aires protégées et rendues possibles par les revenus issus du tourisme. L'impact environnemental du trekking est en tout cas sans commune mesure avec celui que peut avoir actuellement la construction des routes qui ne cesse de progresser au sein des aires de conservation. Celle-ci en revanche peut remettre en question le trekking, seule pratique touristique actuellement admise dans ces aires protégées, car la pratique de la randonnée pédestre s'accommode mal de la présence des camions. Il faudra alors repenser les formes du tourisme de montagne et accepter peut-être d'autres pratiques de découverte ou de séjour.
- 13 La majeure partie de la chaîne himalayenne frontalière du Tibet est désormais incluse dans une aire protégée, quel qu'en soit son statut. Il semble dès lors difficile de qualifier autrement que de durable un tourisme de montagne, qui contrôle assez largement ses impacts environnementaux et qui assure depuis maintenant plus de 50 ans aux montagnards de l'Everest, de l'Annapurna et du Langtang qui en ont la maîtrise, un niveau de développement que leur envient leurs voisins.

BIBLIOGRAPHIE

ACAP, 1990. – Three Year Retrospective Progress Report March 1986 - December 1988. Pokhara, ACAP.

BAJRACHARYA S.B., FURLEY P.A., NEWTON A.C., 2006. – "Impacts of Community-based conservation on local communities in the Annapurna Conservation Area, Nepal". *Biodiversity and Conservation*, n°15, pp. 2765-2786.

BAUMMGARTNER F., BAUMMGARTNER R., KOPPE R., ROHRBACH A., 1978. – Impact of Trekking Tourism in hill areas. Report of a field Survey in Fall 1977. Zürich : Swiss Federal Institute of Technology, 102 p.

BISHOP B.C., 1990. – *Karnali under Stress: Livelihood Strategies and Seasonal Rhythms in a changing Nepal Himalaya*. Chicago, Chicago University Press.

BLAIKIE P., CAMERON J., SEDDON D., 1980. – *Nepal in Crisis: Growth and Stagnation at the Periphery*. New York, Oxford University Press.

BOISSEAUX T., 1998. – Élaboration et mise en place d'une politique de protection de la nature et rôle des ONG au Népal. DEA Mémoire, Université d'Orléans.

BOISSEAUX T., RIPERT B., SACAREAU I., TAWA-LAMA S., 2003. – « Des discours et des lois : gestion des ressources et politiques environnementales depuis 1950 ». In Smadja J. (dir.) *Histoire et devenir*

des paysages dans l'Himalaya népalais, représentations des milieux et gestion des ressources au Népal et au Ladakh. CNRS éditions, pp. 365-400.

BROWER B., 1991. – Sherpa of Khumbu, People, Livestock and Landscape. Delhi, Oxford, University Press.

BUTLER R.W., 1989. – “Alternative Tourism: Pious Hope or Trojan Horse?”. *World Leisure and Recreation*, n°31, pp. 9-17.

BYERS A., 1987. – “An Assessment of Landscape Change in the Khumbu Region of Nepal Using Repeat Photography”. *Mountain Research and Development*, vol. 7, n°1, pp. 77-81.

DIXIT KM., TÜTING L., 1986. – Bikas-Binas. Development, The Change in Life an Environment of the Himalaya. Kathmandu Ratna Book Distribution, pp. 382-393.

ECKHOLM E.P., 1976. – *Losing Ground*. New York, W. Norton and Co.

EQUIPE MIT, 2005. – *Tourismes 2, Moments de lieux*. Paris, Belin.

FENNEL D.A., 2000. – *Ecotourism: an Introduction*. Londres, Routledge.

FÜRER-HAIMENDORF C., 1964. – *The Sherpas of Nepal*. H. Murray, Londres.

HAMILTON B.F., 1987. – “What are the Impacts of Himalayan Deforestation on the Ganges-Brahmaputra Lowlands and Delta? Assumptions and Facts”. *Mountain Research and Development*, vol. 7, n°3, pp. 256-263.

HEINEN J.T, SHRESTHA S.K., 2006. – “Evolving policies for conservation: An Historical Profile of the Protected Area System of Nepal”. *Journal of Environmental Planning and Management*, vol. 49, n°1, janvier, pp. 41-58.

HIRINCHSEN D., LUCAS P., COBURN B., UPPRETI B.N., 1983. – “Saving Sagarmatha”. *Ambio* n°11, pp. 203-205.

HOFER T., 1993. – “Himalayan Deforestation, Changing River Discharge, and Increasing Floods: Myth or Reality?”. *Mountain Research and Development*, vol. 13, n°3, pp. 213-233.

IVES J.D., MESSERLI B., 1989. – *The Himalayan Dilemma. Reconciling Development and Conservation*. London, Routledge.

KMTNC/ACAP, 1996. – *A New Approach in Protected Area Management*. Kathmandu.

MINISTRY OF CULTURE, TOURISM & CIVIL AVIATION, 2007. – *Nepal Tourism Statistics 2008*. ([http : // www.tourism.gov.np/pdf/final%20Book%20NTS_2008.pdf](http://www.tourism.gov.np/pdf/final%20Book%20NTS_2008.pdf)).

MYERS N., 1986. – “Environmental Repercussions of Deforestation in the Himalayas”. *Journal of World Forest Ressource Managment*, vol. 2, pp. 63-72.

NEPAL S.K., 2000. – “Tourism in Protected Areas: The Nepalese Himalaya”. *Annals of Tourism Research*, vol. 27, n° 3, pp. 661-681.

PARKER S., 2004. – *National Parks and Integrated Conservation and Development Programmes: the Annapurna Conservation Area Project, Nepal*. Liverpool, John Moore University (disponible en ligne à l'adresse url : www.staff.livjm.ac.uk/socspark).

ROGERS P., ATCHINSON J., 1998. – *Toward Sustainable Tourism in the Everest Region of Nepal*. IUCN Nepal and ICPL.

SACAREAU I., 1997. – *Porteurs de l'Himalaya, le trekking au Népal*. Paris, Belin.

- SACAREAU I., 1999. – « Les Transformations d'une haute montagne par le tourisme : le massif de l'Annapurna dans l'Himalaya du Népal ». *Annales de géographie*, n°605, pp. 20-44.
- SACAREAU I., 2007. – « Au pays des bons sentiments, quelques réflexions critiques à propos du tourisme solidaire ». *Dossier Tourisme et solidarité*, Teoros, automne 2007, pp. 6-14.
- SHRESHTHA K.K., 1976. – "The Impact of Tourism on Mountain Environment". In : *Mountain Environment and Development*, pp. 85-95.
- SHRESHTHA S., 2003. – « Protection des milieux, appauvrissement des hommes. Le village de Botan en bordure du lac Rara ». In Smadja J. (dir.) *Histoire et devenir des paysages dans l'Himalaya népalais, représentations des milieux et gestion des ressources au Népal et au Ladakh*. CNRS éditions, pp. 365-400.
- SMADJA J. (dir.), 2003. – *Histoire et devenir des paysages dans l'Himalaya népalais, représentations des milieux et gestion des ressources au Népal et au Ladakh*. CNRS éditions.
- STEVENS S.F., 2003. – "Tourism and Deforestation in the Mt Everest Region of Nepal". *The Geographical Journal*, vol. 169, n°3, pp. 255-277.
- THOMPSON A., 2007. – "The Annapurna Conservation Area Project: Tourist as Agents of Development an Environmental Managment in the High Himalaya?". *International Journal of Environment and Sustainable Development*, vol. 6, n°4, pp. 405-421.
- WALL G., 1997. – "Is ecotourism sustainable?". *Environmental Managment*, n°21, pp. 484-491.

NOTES

1. Au Népal, on comptait 850 ONG en activité en 1998 (Boisseaux, 1998).
2. Si l'entrée dans l'ACA revient à 2000 NR (environ 26\$), il faut payer en plus de cette somme entre 50 et 70\$ par semaine selon la saison, dans l'aire de conservation du Manaslu, et 500\$ pour 10 jours pour accéder au haut Mustang au nord de Jomossom dans l'ACA. Dans le Parc national de Shey-Phoksumdo ou dans l'aire de conservation du Kanchenjunga, le coût du permis est quant à lui de 10\$ par semaine.
3. Le bilan des autres aires de conservation est difficile à évaluer, car elles sont plus récentes et leur action a été fortement inhibée, comme dans la région du Manaslu par l'hostilité des maoïstes qui leur reprochaient leur proximité avec le pouvoir royal.
4. Il est à noter que cette dernière n'a jamais été hostile aux touristes dans les régions qu'elle contrôlait, préférant les racketter ou en faire des émissaires de sa propagande. En revanche, elle s'est à plusieurs reprises, attaquée à des bureaux de l'ACA, en tant qu'émanation de la monarchie népalaise.
5. La région de l'Everest a vu sa fréquentation croître de 11 314 touristes en 1990 à 26 511 touristes en 2007. La chute de 2002 (13 982 touristes) a été rattrapée deux ans plus tard avec plus de 20 000 touristes en 2004 (source : Ministry of Tourism and Civil Aviation, rapport 2008).

RÉSUMÉS

Le développement du trekking au Népal a suscité des inquiétudes qui ont abouti à la création d'aires protégées sur la foi d'un scénario de crise environnementale dont les touristes et les paysans étaient jugés responsables. Devant les conflits entre la conservation et les nécessités de développement des régions concernées, la gouvernance des aires protégées a évolué dans le sens d'une meilleure prise en compte des sociétés locales. Pour autant les mesures prises ne font qu'accompagner et diriger des dynamiques touristiques plus anciennes qui s'exercent à des échelles plus vastes. Le trekking constitue ainsi un système touristique très largement aux mains des sociétés montagnardes du pays qui a permis l'amélioration de leurs conditions de vie tout en limitant ses impacts environnementaux. En ce sens le trekking répond assez largement aux principes du développement durable.

Against a backdrop of environmental crisis, attributed to the impact of tourism and the practices of rural populations, Nepal has created protected areas with a view to preserving the Himalayan environment and promoting sustainable tourism in the regions concerned. Given the conflicts between conservation needs and development needs, local communities are now being given a bigger role in the governance of these protected areas. Yet the measures being taken simply accompany and guide well-established tourism dynamics that operate on a much greater scale. Trekking is thus a tourism system largely in the hands of the country's mountain communities and is an activity that has enabled these communities to improve their living conditions while at the same time limiting environmental impacts. In this sense it is very much in line with the principles of sustainable development.

INDEX

Mots-clés : tourisme, développement durable, aires protégées, conservation, gestion participative, théorie de la dégradation des milieux himalayens, Népal, trekking

Keywords : tourism, sustainable development, protected areas, conservation, participatory management, theory of himalayan environmental degradation, Nepal, trekking

AUTEUR

ISABELLE SACAREAU

Université de Bordeaux 3, isabelle.sacareau@wanadoo.fr